

## II - RESUME

La requérante sollicite la Commission par rapport aux conflits qui l'opposent à son ancienne thérapeute. Le différend dure depuis plusieurs années ; celui-ci est profond, lourd et multiforme. Une procédure judiciaire est en cours. Plusieurs audiences ont déjà eu lieu. C'est d'ailleurs la troisième fois que la Commission se prononce sur ce dossier. Les aspects commerciaux et financiers, puis les aspects idéologiques et didactiques, enfin les dimensions juridiques et psychologiques apparaissent de plus en plus imbriqués.

En plus de la requérante et sa thérapeute, le litige implique maintenant divers nouveaux acteurs : les autres patients (ou clients) de la thérapeute, les juristes et avocats concernés ainsi que des personnalités référentes appelées à se porter caution.

La requérante soumet un ensemble de documents d'information dont « une partie des pièces concernant la procédure civile en cours ». Ces documents sont transmis par la partie adverse au Tribunal de Grande Instance. On notera que ceux-ci mentionnent et citent les avis antérieurs de la CNCDP. Par ailleurs, la requérante déclare être informée que l'avocate de son ancienne thérapeute a fait parvenir à la CNCDP une lettre de sommation et de mise en garde.

Ce nouveau dossier ouvre de nombreuses interrogations. L'ensemble est soumis à la CNCDP par la requérante qui se définit clairement comme étudiante en psychologie, inscrite maintenant en DESS de psychologie clinique et psychopathologie. Elle aspire à des éclaircissements déontologiques vis-à-vis des conduites de son ancienne thérapeute. Cette dernière s'est jusqu'ici présentée - entre autres fonctions - comme psychothérapeute et psychologue.

Les cinq questions précises de la requérante sont les suivantes :

- « un psychologue peut-il prétendre ne pas être soumis au Code de déontologie sous prétexte qu'il utilise un référentiel particulier (...) »
- « le fait de se soumettre au code éthique < d'une association spécifique > dispense-t-il le psychologue des références professionnelles liées à l'obtention du DESS ? »
- un psychologue peut-il faire produire en justice par son avocat « des attestations écrites par ses patients »

- un psychologue peut-il chercher « à faire témoigner certains de ses patients contre un autre de ses propres patients ». Tous ayant participé ensemble, à la même psychothérapie de groupe

- le fait de transmettre à un tiers les avis de la CNCDP peut-il faire considérer ces documents « comme des pièces diffamatoires, injurieuse, etc... ».

### III - AVIS

La Commission estime que deux grandes questions dominant globalement l'ensemble des problèmes abordés dans le conflit qui oppose la requérante et son ancienne thérapeute. Il s'agit :

- de l'autorisation à faire usage du titre de psychologue,
- de l'application stricte de l'ensemble des règles déontologiques dès lors que l'on fait usage de ce titre.

Le plan déontologique auquel se situe la réponse de la Commission concerne la nature fondamentalement professionnelle des problèmes posés à tout psychologue ; que ces problèmes se débattent au niveau technique, commercial, psychothérapeutique ou juridique. En outre, pour deux points particuliers soulevés par les questions 3 & 4 et par la question 5, la Commission estime nécessaire d'apporter quelques précisions.

En tout premier lieu, une remarque générale, qui conditionne la suite, s'impose. La Commission est placée devant l'alternative suivante :

- soit la personne mise en cause par la requérante est effectivement, comme elle le déclare elle-même, titulaire des titres l'autorisant à faire usage du titre de psychologue. Dans ce cas ses pratiques professionnelles seraient soumises à toutes les recommandations du Code de déontologie des Psychologues.

- soit la personne mise en cause par la requérante n'est pas titulaire des titres requis et, de ce fait, les activités exercées au nom de la psychologie tombent sous le coup d'un usage illégal du titre de psychologue. Dans ce dernier cas, comme le souligne la première page de cet avis, ce n'est pas à la CNCDP de se prononcer.

L'avis de la Commission s'applique uniquement dans la première hypothèse, c'est-à-dire si la personne mise en cause est légalement autorisée à faire usage du titre de psychologue. Dès lors l'ensemble des problèmes soulevés trouvera un premier niveau de réponse dans l'Article 8 du Titre II stipulant que le Psychologue « *fait état du Code de déontologie dans l'établissement de ses contrats et s'y réfère dans ses liens professionnels* ». Aucun des éléments abordés par la demande présentée par la requérante ne se réfère à ce préalable structurant la signature de contrat.

Pour la seconde réponse globale concernant d'éventuelles dérogations en fonction de référentiel particulier, le Code de déontologie des psychologues ne mentionne aucunement cette possibilité. Bien au contraire les paragraphes d'introduction placés en préambule de la lecture des sept Articles du Titre I ainsi que des vingt-cinq Articles du Titres II présentent l'exigence majeure suivante : " *Le présent Code de déontologie est destiné à servir de règle professionnelle aux hommes et aux femmes qui ont le titre de psychologue, quels que soient leur mode d'exercice et leur cadre professionnel, y compris leurs activités d'enseignement et de recherche. Sa finalité est avant tout de protéger le public et les psychologues contre les mésusages de la psychologie et contre l'usage de méthodes et techniques se réclamant abusivement de la psychologie.*"

Concernant la formation du psychologue, la Commission rappelle que le Titre III (Article 27 à 35) donne les lignes directrices pour des garanties de qualité, spécifiques à l'éthique de la préparation à l'exercice professionnel. On se référera notamment aux précautions formulées par l'Article 32 : « *Il est enseigné aux étudiants que les procédures psychologiques concernant l'évaluation des individus et des groupes requièrent la plus grande prudence scientifique et éthique dans leur maniement (prudence, vérification) et leur utilisation (secret professionnel et devoir de réserve)* ».

Les questions 3 & 4 concernent la demande et la production en justice « d'attestations écrites par des patients ». Parmi les pratiques du psychologue, la psychothérapie crée une relation professionnelle entre deux personnes impliquées. Celles-ci ne sont pas dans une situation symétrique et équivalente. Les risques de dérive et d'aliénation d'autrui s'en trouvent accrus si le psychologue ne se conforme pas strictement aux exigences placées en exergue du Code : « *Le respect de la personne dans sa dimension psychique est un droit inaliénable. Sa reconnaissance fonde l'action des psychologues* ». En l'occurrence, un

psychologue qui solliciterait le témoignage en justice de ses patients à l'encontre d'un autre patient, contreviendrait au Principe du respect des droits de la personne. Une telle incitation est, de fait, une incitation à dévoiler des éléments à caractère secret sur soi-même et sur autrui. C'est contraire à la déontologie et déroge au Titre I.1 qui veut que le psychologue *« préserve la vie privée des personnes en garantissant le respect du secret professionnel »*.

De plus, solliciter des témoignages en justice envers un autre patient revient à annuler les frontières entre le domaine de la vie psychique spécifique à la psychothérapie et le domaine des réalités et actions sociales. Une telle incitation est une atteinte à l'intégrité des personnes. Elle est contraire à l'Article 11 *« Le psychologue n'utilise pas de sa position à des fins personnelles, de prosélytisme ou d'aliénation d'autrui »*.

Dans ce contexte cité, les activités psychologiques organisées en même temps pour plusieurs personnes créent une dynamique relationnelle propre à la vie du groupe. Les psychologues qui mettent en œuvre des activités groupales sont techniquement préparés à la gestion de ces situations particulières. D'ordinaire, tout ce qui peut être dit pendant les séances en groupe n'est communiqué par quiconque à aucune personne extérieure au groupe. En outre *« par son haut niveau de qualification »* (Article 5), le psychologue est averti de la valeur relative des propos recueillis dans les conditions décrites. Il ne peut donc en cautionner la validité comme témoignages portant sur la matérialité de faits réels.

L'incitation à faire produire et à transmettre en justice les témoignages écrits de ses patients à l'encontre de l'un d'entre eux constitue ainsi un grave manquement à plusieurs des recommandations du Code de déontologie des psychologues.

Pour comprendre les usages possibles (Question n°5) des avis de la CNCDP, il faut se tourner vers le Préambule des avis envoyés aux requérant(e)s dont le dernier paragraphe est explicite : *« La CNCDP ne transmet pas ses avis à d'autres interlocuteurs que les demandeurs. La communication des avis de la CNCDP par les demandeurs aux personnes ou aux institutions privées ou publiques qu'ils estiment concernées se fait donc sous leur entière responsabilité. Dans ce cas la CNCDP recommande que les avis soient transmis dans leur intégralité »*.

Enfin, au-delà de l'analyse technique des éléments qui lui sont soumis, la Commission considère utile de rappeler le Chapitre 4 (Articles 21 à 24) du Titre II. Ce chapitre se préoccupe des devoirs du psychologue envers ses collègues : « *Le psychologue soutient ses collègues dans l'exercice de leur profession et dans l'application et la défense du présent code* » (Article 21).

#### **IV - CONCLUSION**

A l'évidence, dans les situations évoquées ici, les pratiques de la psychologie sont situées aux limites de son champ habituel d'application. Ces limites sont marquées d'un côté par la dimension commerciale et de l'autre par le domaine juridique. Dans tous les cas, les manquements déontologiques conduisent rapidement à des dérives dont toutes les répercussions, en dehors du champ spécifique d'application de la psychologie, ne sont pas immédiatement envisageables. L'incitation à agir constamment avec la plus grande prudence trouve une fois de plus sa confirmation. L'utilisation directe et contractuelle du Code de déontologie est seule à même de protéger le public et les psychologues.

**Fait à Paris le 19 janvier 2002**

**Pour la C.N.C.D.P**

**Vincent ROGARD**

**Président**